

RAPPORT TRIMESTRIEL DE PROGRES

Titre du projet : Renforcement des capacités nationales pour la mise en œuvre de la Stratégie nationale de Réintégration des ex-combattants signataires de l'Accord de paix Global de Libreville
N° du Programme (Award) : 64 983
N° du projet : 83 970
Période du rapport : 3^{ème} Trimestre 2012 (Juillet-Septembre 2012)
Rapport préparé par: Anne-Marie Cluckers

1. JOURNAL DES RISQUES

Catégories de Risque	Date Identification	Description de Risque	Décisions prises par l'équipe de projet/Mise à jour de Risque	Le risque est critique/grave? Oui ou Non
ENVIRONNEMENTAL	-	-	-	-
FINANCIER	Septembre 2011	Le risque financier encouru résidait dans le fait que les budgets accordés par le PBF au BINUCA et au PNUD ne permettaient pas de couvrir les besoins réels du projet pour adresser la réinsertion des 4.800 ex-combattants démobilisés en septembre 2011 dont 352 femmes, ni les besoins de la Coordination Nationale pour la Réintégration, instance nationale chargée de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale pour la Réintégration approuvée en Juillet 2011.	Le Gouvernement de la RCA a décidé d'organiser, avec l'appui du BINUCA, une Réunion des « Amis de la RCA » à New York le 5 avril 2012 sur le DDR avec l'objectif de mobiliser 21 millions d'USD pour le processus DDR en RCA, y compris pour la réinsertion et la réintégration des ex combattants dans le Nord-Ouest. La réunion des « Amis de la RCA » sur le DDR organisée le 5 avril 2012 à New York par le Gouvernement avec l'appui du BINUCA a permis de remobiliser la communauté internationale sur l'urgence d'appuyer le processus DDR en RCA. L'Australie et le Luxembourg y ont annoncés respectivement une contribution de 200.000 USD et 100.000 EURO qui seront versées au PNUD. L'accord de financement de l'Australie est entré en vigueur le 7 mai 2012 et celui du Luxembourg le 6 juin 2012. Suite à la réception des fonds du PBF le 21 avril 2012, le PNUD a soumis le 24 avril 2012 au BINUCA une proposition pour	NON

			maximiser l'utilisation des ressources allouées par le PBF au BINUCA et au PNUD. Le PNUD a ensuite proposé le 25 juin 2012 un cadre de suivi budgétaire actualisé au BINUCA et à la Coordination Nationale pour la Réintégration pour une gestion transparente et consensuelle des fonds octroyés au BINUCA et au PNUD par le PBF et au PNUD par l'Australie.	
OPERATIONNEL	Septembre 2011	La division des responsabilités pour la gestion du projet entre le BINUCA, la Coordination Nationale pour la Réintégration, et le PNUD risquait de compliquer et retarder le démarrage de la mise en œuvre du projet	Au moment de la signature du document de projet le 31 janvier 2012, le PNUD a obtenu que le document de projet soit révisé afin que ses préoccupations puissent être prises en compte. La Mission du Bureau de Prévention des Crises et du Relevement a été mobilisée à partir du 19 février 2012 et s'est terminée le 24 mai sans que l'on puisse finaliser la révision du document de projet et le manuel des opérations. En effet, suite à la réunion du 17 avril 2012 à la Primature, les autorités nationales réitéraient l'urgence à finaliser les opérations de désarmement et de démobilisation dans la région du Centre Nord du pays (zone de Kaga Bando). La mission du Bureau de Prévention des Crises et du Relevement fut donc appelée à appuyer les opérations de désarmement et de démobilisation du reliquat de 1,720 ex combattants, dont 86 femmes, dans la région de Kaga Bando (Centre Nord) qui s'est déroulée du 5 au 19 mai 2012. Le jeudi 28 juin 2012 se tenait une réunion du Groupe Technique du Comité de pilotage DDR chargé de revoir la Stratégie de Reinsertion pour le Nord-Ouest, et son Manuel des opérations. Le Comité de Pilotage DDR a approuvé la stratégie et le manuel lors de sa session du 29 juin 2012.	NON
ORGANISATIONNEL	-	-	-	-1
POLITIQUE	Janvier 2012	Le démarrage du projet risquait d'être bloqué suite à l'arrestation du Coordinateur National	En consultation étroite avec toutes les parties prenantes, il avait été décidé de	NON

		pour la Réintégration qui privait le projet de sa direction nationale	surseoir le démarrage du projet en attendant que la situation du Coordonateur National soit clarifiée. Celui-ci n'aurait sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui, le 11 avril 2012. Le Coordonateur National a repris le travail moins d'une semaine après sa libération.	
CADRE REGLEMENTAIRE		-	-	
SECURITE	Septembre 2011	La situation sécuritaire reste très volatile dans la zone d'intervention du projet, malgré la démobilisation de 4,800 ex-combattants. Ceci fait courir le risque au projet de devoir décaler dans le temps ses activités sur le terrain.	La situation sécuritaire dans la zone du projet est suivie avec grande attention sur une base hebdomadaire	OUI
STRATEGIQUE	Septembre 2011	La stratégie du projet prévoyait initialement de ne réinsérer que 50 % des politico-militaires qui ont été démobilisés dans la zone d'intervention de Paoua et Bozoum en septembre 2011. Cette stratégie inadaptée risquait de provoquer des vagues de mécontentement de la part des démobilisés qui ne seraient pas ciblés par le projet	Le PNUD a proposé de cibler 100 % des premiers 4,800 démobilisés dans les zones de Paoua et de Bozoum ce qui a été retenu dans le document de projet approuvé le 31 janvier 2012. Une Mission conjointe BINUCA/Coordination Nationale pour la Réintégration/PNUD s'est rendue dans la zone d'intervention de Paoua et Bozoum du 30 mai au 5 juin 2012 afin de valider cette stratégie sur le terrain avec les autorités et les communautés locales.	OUI

II - JOURNAL DES PROBLEMES (ISSUES)

Type de problèmes	Date de réalisation (JJ/MM/AAAA)	Description de problèmes	Décisions prises par l'équipe de gestion de projet	Résolu ?
01_CHANGEMENT		Alors que les fonds du PBF attribués au BINUCA et au PNUD ont été libérés le samedi 21 avril 2012 le projet de réinsertion n'avait toujours pas démarré.	Le mercredi 27 juin 2012, la Coordination Nationale pour la Réintégration soumettait la stratégie de réinsertion révisée et finalisée suite à la mission conjointe du 30 mai au 5 juin 2012, de même que son manuel des opérations. Le jeudi 28 juin se tenait une réunion du Groupe Technique du Comité de Pilotage DDR, chargée de revoir et commenter ces documents. Le Comité de Pilotage DDR, a validé la stratégie	OUI

			de réinsertion et le manuel des opérations de la Coordination Nationale pour la Réintégration, lors de sa session du vendredi 29 juin 2012 signifiant que la stratégie de réinsertion dans le Nord-Ouest pouvait être opérationnalisée.	
02_PROBLEME		Suite à l'approbation de la Stratégie de Réinsertion par le Comité de Pilotage DDR le vendredi 29 juin 2012, il fallait s'assurer que les activités de réinsertion puissent commencer le plus rapidement possible et avant la fin de la saison agricole, puisque 80% de démobilisés souhaitaient se lancer dans des activités agro-pastorales en vue de leur réinsertion économique et sociale	Une Mission de la Coordination Nationale pour la Réintégration appuyée par le BINUCA et le PNUD a pu lancer officiellement le projet de réinsertion dans les zones de Paoua et Bozoum du 18 juillet au 2 août 2012.	Oui

III – PLAN DE SUIVI ET COMMUNICATION (Monitoring)

Action de suivi	Date limite	Description des événements marquants	Commentaire	Réalisé ? Oui ou Non	Date de réalisation	Responsable
REVUE ANNUELLE	Octobre 2012	Revue de l'état d'avancement des activités de réinsertion sur le terrain qui ont démarré le 18 juillet 2012	-	-	-	Coordination Nationale pour la Réintégration (CNR)/BINUCA/PNUD
AUDIT	Juillet 2013	Audit de dépenses, des acquis et matériels et de la trésorerie	-	-	-	PNUD
RAPPORT AUX DONATEURS	Août 2012	Les fonds-austrialiens devaient être dépensés avant (juin 2012), alors que l'accord avec l'Australie-était signé par BCPDR le 10 mai 2012, et que les fonds étaient reçus par BCPDR le 17 mai 2012.	Un report pour la soumission du rapport a été obtenu pour août 2012. Suite à la soumission de ce rapport le PNUD obtenait l'extension de la période de déboursement des fonds jusque fin novembre 2012.	OUI	15 août 2012	CNR et PNUD
EVALUATION FINALE	Mars 2014	Evaluation de l'impact de la réinsertion sur les bénéficiaires et les communautés financées par les fonds PBF alloués au BINUCA	Selon le document de projet l'évaluation finale doit être organisée 20 mois après le démarrage du projet. Le projet a démarré le 18 juillet 2012.	-	-	BINUCA
EVALUATION A MI-PARCOURS	Juillet 2013	Evaluation de la mise en œuvre des activités de réinsertion financée par les fonds PBF alloués au BINUCA	Selon le document de projet, l'évaluation à mi-parcours doit être organisée 12 mois après le démarrage du projet. Le projet a démarré le 18 juillet 2012.	-	-	BINUCA
VISITE DE SUIVI	30 mai au	Mission dans la zone d'intervention afin	Mission conjointe	OUI	30 mai – 5	BINUCA/CNR

	5 juin 2012	d'apprécier la faisabilité de la stratégie retenue et les conditions de démarrage du projet	BINUCA/CNR/Gouvernement/ PNUD	juin 2012	/PNUD
EVALUATION SPECIALE	-	-	-	-	-
PLAN DE TRAVAIL	Juillet 2012	Concerne les plans de travail des partenaires de mise en œuvre du projet	5 plans de travail sont attachés aux accords qui ont été signés avec les 5 partenaires de mise en œuvre.	Oui	Entre le 4 juillet 2012 et le 29 août 2012

IV – Mise à jour des critères de qualité de chaque Activité (Assess Quality link).

Critère de qualité (Quality Criteria)	Quality Assessments / Evaluation de la qualité			% Completed / % atteint
	User Perspective / le point de vue de l'utilisateur	Timeliness / Ponctualité	Resource Usage / Utilisation des ressources	
comment/selon quels indicateurs mesurez-vous la qualité de l'activité ?	Qu'avez-vous réellement accompli ? L'utilisateur était-il satisfait ?	Avez-vous atteint votre réalisation à l'échéance planifiée ?	Quelles ont été les dépenses de l'activité par rapport au budget ?	Quel % de votre activité a été atteint ?
La contractualisation des partenaires de mise en œuvre des activités de réinsertion sur le terrain a été basée sur quatre (4) facteurs de qualité importants :	Le projet de réinsertion a effectivement démarré le 18 juillet 2012, soit 12 jours ouvrables après l'approbation le 29 juin 2012 par la Comité de Pilotage DDR de la stratégie de réinsertion dans le Nord-Ouest. Ceci a été possible grâce à notre connaissance du terrain depuis 2009, aux activités préparatoires initiées de manière anticipative en étroite coopération avec la Coordination Nationale pour la Réintégration, et l'exigence de résultat étant donné que les ex-combattants ont été démobilisés dans cette zone en Septembre 2011.	Oui	Un total de 817,862.25 USD a été déboursé sur un budget total de 1,337,920 USD alloué à cette activité, soit 61 %.	La contractualisation des 5 partenaires de mise en œuvre a été réalisée à 100 %. Les premières tranches ont été déboursées aux 5 partenaires de mise en œuvre selon les plans de travail approuvés en juillet 2012. La deuxième tranche devrait être déboursée en octobre 2012 et la dernière tranche au cours du premier trimestre 2013.

Comment [m1]: Les critères de qualité :

- Oui : être démobilisé
- Quoi : avoir capacité réelle d'intervention ;
- Où : résidant dans zone affectée
- Comment : bénéficiaire d'un système d'encadrement approprié ;
- Quand : période d'activité du projet

<p>groupement de démobilisés féminins en s'assurant que le partenaire de mise en œuvre actif dans ces zones géographiques a une expérience avérée pour adresser les besoins spécifiques des femmes démobilisées. C'est pourquoi l'ONG JRS a été retenue pour les sous-préfectures de Nangha Boguila et Markouda où les groupements de démobilisés concentrent l'effort féminin ;</p> <p>4/ Le plan de décaissement du PNUD a pu intégrer les besoins qui n'avaient pas été prévus dans le budget de la Coordination Nationale pour la Réintégration comme suit : la mission de sensibilisation du projet en juillet 2012; les frais de fonctionnement des 5 comités sous-préfecturaux de DDR et des 12 animateurs locaux. Cette flexibilité permet une mise en œuvre efficace du projet en assurant une liaison constante avec les autorités locales et les communautés.</p>				
--	--	--	--	--

IV – MISES A JOUR DES LECONS APPRISES (Lessons learned update)


#	Type	Date d'identification	Succès (Successes)	Lacunes (Shortcomings)	Solutions recommandées
1	Gestion de projet	Septembre 2011	<p>La gestion du projet se fait à travers un réel travail d'équipe i avec la Coordination Nationale pour la Réintégration dès le 11 avril 2012, ce qui permet le développement des capacités fonctionnelles de programmation, de mise en œuvre, e partenariat, et de suivi de l'institution nationale chargée de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale pour la Réintégration. Ce réel travail d'équipe a permis dans des conditions extrêmement difficiles le démarrage effectif du projet, le 18 juillet 2012</p>	<p>Le financement de la Coordination Nationale pour la Réintégration et la supervision du Projet de réinsertion sont confiés au BINUCA, le PNUD n'étant responsable que de la contractualisation des partenaires de mise en œuvre et de la formation liée aux activités de réinsertion. Sur le budget attribué au PNUD, il n'y a aucune provision pour recruter du personnel. C'est le bureau du PNUD qui assume toutes les responsabilités de gestion directe avec le Coordinateur National.</p>	<p>Restier constamment concentré sur les résultats à atteindre par le projet au bénéfice des démobilisés et des communautés, en recherchant constamment des solutions à tous les problèmes rencontrés, et en appliquant la flexibilité possible chaque fois que notre mandat le permet et dans les limites des budgets qui nous sont confiés.</p>

Facteurs humains					
Autres					

V - PRODUITS REALISES PAR RAPPORT AU PLAN DE TRAVAIL ANNUEL (PTA)

RESULTATS ESCOMPTES ET INDICATEURS	ACTIVITES PLANNIFIEES	BUDGE PLANNIFIE (en USD)	DEPENSES (en USD)	ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES (Cumulatif depuis janvier de cette année)	PROGRES VERS L'ATTEINTE DES PRODUITS
<p>PRODUIT 1:</p> <p>La stratégie nationale de réintégration des ex combattants des groupes politico militaires signataires de l'Accord de Paix Global de Libreville est mise en œuvre</p>	<p>Fournitures de biens et de services par la contractualisation des partenaires de mise en œuvre des activités de réinsertion agro-pastorales, petits métiers et services des 4.800 démobilisés dont 352 femmes et pour 15 projets communautaires dans les zones d'intervention de Paoua et Bozoum.</p>	1,450,120 USD	1,079,087.70 USD	<p>1. La mission de lancement du projet de réinsertion s'est déroulée dans les zones de Paoua et de Bozoum du 18 juillet au 2 août 2012. Cette mission a permis de :</p> <p>(i) Sensibiliser les Comités locaux de DDR dans les sous-préfectures de Paoua, Bocaranga, Nangba Boguila et Markounda sur leur rôle dans le processus de réinsertion et à leur remettre leurs moyens de fonctionnement ;</p> <p>(ii) Sensibiliser les autorités locales et les communautés au lancement du projet de réinsertion et à la réconciliation nationale par l'organisation de réunions publiques</p>	<p>Suite à l'approbation de la stratégie de réinsertion par le Comité de Pilotage DDR le 29 juin 2012, 5 projets de réinsertion sont actuellement en cours de mise en œuvre dans les 5 sous-préfectures ciblées de Paoua, Bocaranga, Nangba Boguila, Markounda, et Ngaoundaye, pour 4,800 démobilisés, dont 352 femmes. Un total de 74 % des fonds ont été déboursés pendant le 3^{ème} trimestre. Un second déboursement aux partenaires de mise en œuvre est prévu pendant le 4^{ème} trimestre de l'année. Etant donné les délais extrêmement serrés dans le cadre desquels le PNUD a dû opérer en soutien à la Coordination Nationale</p>

<p>Indicateur: Nombre de projets de réinsertion mis en œuvre</p> <p>Cible annuelle: 4.800 ex combattants réinsérés, dont 352 femmes</p>				<p>dans 23 mairies des préfectures de l'Ouham et de l'Ouham Pendé au bénéfice de 2.500 personnes ;</p> <p>(iii) Sensibiliser les communautés au processus DDR et à la réconciliation nationale dans 370 villages de l'Ouham et de l'Ouham Pendé dans lesquels les démobilisés sont ciblés par le projet de réinsertion.</p> <p>2. Les accords et lettres de coopération ont été finalisés avec les partenaires de mise en œuvre des activités de réinsertion comme suit :</p> <p>(i) Lettre d'accord avec les Jeunesses Pionnières Nationales (JPN) signée le 4 juillet 2012 pour les activités de réinsertion agro-pastorales, petits métiers et petits commerces dans la sous-préfecture de Paoua totalisant 220,651 USD ;</p> <p>(ii) Lettre d'accord avec l'Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA) signée le 4 juillet 2012 pour les activités de réinsertion agro-pastorales dans les sous-préfectures de Paoua, Ngaoundaye et Bocaranga pour un total de 416,215,79 USD ;</p> <p>(iii) Accord de Coopération avec Jesuit Refugee Service (JRS) signée le 4 juillet 2012 pour les activités de réinsertion agro-pastorales, petits métiers et petits commerces dans les sous-préfectures de Markounda et de Nangha Boguilla pour un total de 246,030,50 USD ;</p> <p>(iv) Lettre d'accord avec la Coordination Nationale pour la Réintégration pour les activités d'accompagnement et de supervision dans les 5 cinq sous-préfectures</p>	<p>pour la Réintégration, les progrès vers l'atteinte de la cible sont jugés très satisfaisants. Il est prévu que la dernière tranche aux partenaires de mise en œuvre sera versée en 2013, étant donné le début opérationnel tardif du projet, le 18 juillet 2012. L'identification des 15 projets communautaires devrait être finalisée en décembre 2012.</p>
---	--	--	--	--	---

	Deux sessions de formation des démobilisés (dans les domaines suivants : gestion de groupement des démobilisés ; gestion des actifs communs ; genre ; VIH/SIDA ; résolution des conflits	80,000 USD	N/A	ciblées, pour un total de 117.274 USD ; (V)Accord de Coopération avec le Danish Refugee Council (DRC) signée le 29 août 2012 pour les activités de réinsertion agro-pastorales, petits métiers et petits commerces dans les sous-préfectures de Bocaranga et Ngaoundaye totalisant 207, 113 USD.	
<p>Pour et au nom du Gouvernement</p> <p>Nom : Jean-Jacques DEMAFOUTH, Titre : Coordonateur National pour la Réintégration, Ministère du DDR</p> <p>Signature : E-mail reçu le 1^{er} octobre de JJ DEMAFOUTH appréciant la qualité du rapport</p> <p>Date : 1^{er} octobre 2012</p>				<p>Pour et au nom du PNUD</p> <p>Nom : Anne-Marie CLUCKERS Titre : Directrice Pays</p> <p>Signature : </p> <p>Date : 30 septembre 2012</p> 